

E 2001 (B) 1/81

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,  
au Chef du Département politique, F. Calonder<sup>1</sup>*

L

Paris, 7 mars 1919

Vous avez bien voulu, dans une lettre du 4 de ce mois, N° 111,<sup>2</sup> relever une phrase de mon rapport du 28 février et me faire savoir que vos renseignements et votre sentiment de la situation ne vous permettaient pas de partager en aucune façon l'opinion que j'y exprimais.

Afin de pouvoir m'expliquer en toute franchise et clarté, veuillez me permettre de reproduire la phrase incriminée:

---

1. *Remarque manuscrite de Ch.E.Lardy en tête du document:* M. Dunant proteste contre notre interprétation de sa lettre sur les lenteurs de la Conférence.

2. *Cf. n° 220.*



7 MARS 1919

453

«La méthode suivie par la Conférence se révèle donc moins défectueuse qu'il n'avait paru au premier abord: si les conditions à faire aux vaincus n'ont pas été arrêtées d'emblée, elles le seront sous peu et les inconvénients résultant de la lenteur des débats seront bien minimes si cette lenteur a permis aux Alliés, pris au dépourvu par la capitulation de l'Allemagne, de rester unis et d'éviter les querelles sur lesquelles spéculaient leurs adversaires».

Il me serait difficile de vous affirmer que ce point de vue soit exactement celui du *Gouvernement* Français. Je n'ai du moins pas eu l'intention, en vous soumettant la réflexion dont il s'agit, de lui donner à vos yeux le caractère d'une doctrine *officielle* française. Mais, dans de précédents rapports, je vous avais parlé des critiques dirigées, dans certains milieux politiques de Paris, contre la méthode suivie par la Conférence. J'ai voulu vous faire part aussi, dans ma lettre, des motifs invoqués dans d'autres milieux, pour justifier cette méthode. Malheureusement, mes rapports sont trop souvent écrits à la hâte, dans des conditions qui ne me permettent pas toujours de développer complètement ma pensée. Je suis bien sûr que si j'avais eu le temps de me relire attentivement et de compléter le passage de ma lettre qui vous a ému, vous l'auriez lu sans la moindre surprise. Pour être complet, j'aurais dû écrire:

«Si ces espoirs se réalisent, si les décisions capitales sont prises sans disputes, cela donnera raison à ceux qui défendent la méthode suivie par la Conférence. Elle se révèle moins défectueuse, etc. ...»

Dans la phrase relative aux «inconvénients résultant de la lenteur des débats», j'aurais dû dire: «Les inconvénients seront minimes *pour les Alliés*, pris au dépourvu par la capitulation de l'Allemagne, si cette lenteur leur a permis, etc.» ...

Vous voudrez bien excuser les lacunes que j'essaie de combler ci-dessus et qui sont dues à l'atmosphère fébrile et trépidante dans laquelle, depuis l'armistice, s'accomplit toute la besogne de la Légation. Vous n'avez aucune idée, M. le Conseiller fédéral, de la somme énorme de travail que je dois fournir chaque jour et – bien souvent – fort tard dans la soirée.

Ainsi complétée, ma phrase ne vous aurait paru qu'une preuve de plus de cette vérité incontestable que les Alliés sont dominés par le souci de rester d'accord et que cette volonté de faire prévaloir l'intérêt général de leur ligue sur les intérêts particuliers de chacun de ses membres est une source perpétuelle de lenteurs et de tergiversations.

Je suis d'ailleurs très heureux de constater que vous réagissez au reçu de mes dépêches et je vous en remercie. Des échanges de vues, des actions et réactions vives et fréquentes sont extrêmement utiles pour maintenir entre nous le contact indispensable.

Je comprends fort bien l'inquiétude que vous inspirent les répercussions possibles sur la Suisse des événements d'Allemagne et je ne perds aucune occasion d'en faire part ici à qui de droit, comme vous le montre mon télégramme N° 16<sup>3</sup> de ce jour.

---

3. Cf. n° 227.

Mais je ne puis vous dissimuler que tout ce que l'on dit aux Alliés de ce qui se passe chez l'ennemi est accueilli avec scepticisme. Il n'y a que les socialistes extrêmes qui soient portés à croire à la sincérité de l'Allemagne. Les autres parlent encore aujourd'hui de l'adversaire comme ils en parlaient en juillet dernier. Ils croient être parfaitement renseignés sur les choses d'Outre-Rhin par les agents qu'ils y envoient et surtout par leurs missions militaires, lesquelles évidemment jugent tout à leur point de vue professionnel. J'ai dit l'autre jour, dans un dîner, à M. Viellard, député de Belfort, et à M. de Lasteyrie, qui revenait de Spa pour y retourner aussitôt: «Je crains que vous n'ayez cru trop longtemps que le bolchevisme allemand était du «bluff». C'est tout juste si mes interlocuteurs n'ont pas haussé les épaules. Même accueil le lendemain auprès de Sir Eyre Crowe, Sous-Secrétaire d'Etat au «Foreign Office», dont cependant la femme est Allemande, et auprès de Sir W. Tyrrell, qui est pourtant le neveu de Radolin.

Tous ces messieurs croient ou feignent de croire que l'Allemagne essaie d'impressionner ses adversaires en jouant du bolchevisme et qu'elle berne les neutres dans l'espoir de se servir d'eux.